

Lycée Ampère  
Conseil d'Administration du 14/11/2023  
Déclaration liminaire des représentants des enseignants

En ce jour de CA d'installation, nous, enseignants, tenons à exprimer que nous restons, comme toute la communauté éducative, profondément meurtris par l'assassinat de Dominique Bernard et l'attaque de trois autres collègues qui, de la manière la plus sinistre qui soit, sont venus tristement rappeler trois ans après et presque jour pour jour, l'attentat contre Samuel Paty.

Dans sa lettre aux enseignants du 14 octobre, le lendemain de l'assassinat de Dominique Bernard, le ministre nous dit que « *l'école n'est pas un service public comme les autres. C'est l'institution qui permet à toutes les autres de tenir* ». Cependant, nous ne pouvons que constater l'écart sans cesse grandissant que l'on mesure, année après année et jour après jour, entre la communication politique et le réel. Dans des circonstances tragiques, l'école publique est célébrée à l'envi et nulle ambition n'est assez haute pour qu'elle réponde aux idéaux républicains qui la fondent. Néanmoins, dans les circonstances ordinaires de son fonctionnement, l'école est toujours plus appauvrie (les moyens humains, financiers, matériels ne sont pas à la hauteur des ambitions volontiers affichées) et ses agents plus méprisés. Pour ne donner que quelques exemples, rappelons que la « revalorisation historique » des salaires des enseignants ne compensera pas le taux de l'inflation, que la crise des vocations se poursuit, que la formation continue des enseignants est menacée et en passe de devenir très secondaire, que le projet de loi de finances de 2024 prévoit la suppression de 2 511 postes d'enseignants, que les classes restent extrêmement chargées, que les décisions demeurent très verticales malgré la multiplication des grandes « consultations ». Cet écart entre les discours et la réalité crée de la colère.

Sans prétendre évidemment résoudre la question du terrorisme ni celle de la radicalisation, qui excèdent d'ailleurs très largement le cadre de l'école, nous tenons aujourd'hui à souligner que nous ne sommes pas, ou du moins que nous ne sommes plus, dupes des discours ambitieux qui, ministre après ministre, sont tenus sur l'école... Nous sommes en revanche très préoccupés par les discours sécuritaires voire guerriers qui résonnent le temps de l'exposition médiatique octroyée à chaque attentat et inquiets de la tyrannie du temps court devenue la règle pour penser et résoudre les problèmes et les défis actuels.

Par définition, l'école requiert le temps long : former un citoyen, éveiller une conscience critique, ouvrir un esprit à la tolérance ne saurait se réduire à seulement *policer*, de l'extérieur, le comportement des élèves. Or ce temps long qu'exige l'école requiert des moyens pérennes qui ne soient pas assujettis à une logique comptable de courte vue. La dénonciation du « manque de moyens » par les enseignants et les agents des autres services publics est aujourd'hui si proverbiale que les mobilisations qu'elle engendre sont désormais tenues, au mieux, pour un simple folklore du service public. Les récentes manifestations, pourtant massives et répétées, semblent presque devenues, et nous le déplorons, invisibles. Pourtant l'École, la santé, la justice ne réclament nullement un « *toujours plus de moyens* » : elles ne demandent que ce qui s'impose, à savoir des moyens adaptés aux ambitions et défis que la société prétend leur donner, et aujourd'hui nous constatons amèrement que ces moyens ne sont pas à la hauteur des beaux discours de nos différents ministres.

Dans une tribune dans *Le Monde* parue le 3 octobre dernier, Jean-Paul Delahaye rappelait que l'état de l'École n'est pas une fatalité, l'École publique française n'obéit donc nullement à un destin tragique ; elle requiert toutefois les moyens et les choix politiques susceptibles de lui permettre d'incarner vraiment les idéaux qui lui donnent sa raison d'être.

